

**Communiqué de presse**  
**Mulhouse, le 18 janvier 2020**



**Bruno FUCHS**

Député de la 6<sup>ème</sup>  
circonscription du  
Haut-Rhin

Membre de la  
commission des  
affaires étrangères

VP de l'Assemblée  
parlementaire  
francophone



@brunofuchs



BrunoFuchs

**Contact presse**

**Paul DONN**

06 50 22 12 77

**Confinement des déchets sur le site de Stocamine :**

**Bruno Fuchs regrette la décision du gouvernement et veut plus de moyens pour protéger la nappe phréatique d'Alsace**

Après la décision de la Ministre de la Transition écologique, Barbara Pompili, de confiner définitivement les déchets du site StocaMine, le Député Bruno FUCHS exprime sa déception. « L'annonce du gouvernement de confiner les déchets est très regrettable et ce n'est pas la bonne décision qui a été prise » selon Bruno Fuchs.

Cette décision a été prise malgré l'engagement fort d'un grand nombre d'élus alsaciens pour que les déchets soient déstockés autant que possible, parmi lesquels le député de Mulhouse qui a multiplié les initiatives ces dernières années. « Nous les élus avons mis toutes les options et scénarios crédibles et pertinents sur la table avec comme objectif, la protection de l'environnement et de la nappe phréatique d'Alsace. Cette mobilisation exceptionnelle n'a pas suffi malgré nos efforts de mettre toutes les données utiles sur la table ».

Militant contre le confinement irréversible des déchets, le député Bruno Fuchs était co-rapporteur en 2018 d'un rapport parlementaire préconisant le déstockage massif des déchets de StocaMine en dressant un panorama des choix et des options qui se présentaient au gouvernement. « Alors qu'une décision était imminente en 2017 puis en 2019, j'avais convaincu les ministres successifs, Nicolas Hulot puis François de Rugy, de reporter la décision finale à la publication de deux études complémentaires. Ces études n'auront donc malheureusement pas permis que la décision finale soit l'extraction des déchets. Cette décision me déçoit, j'ai senti le gouvernement et les différents conseillers ministériels que j'ai rencontré ces trois dernières années, à l'écoute et soucieux de concerter pour trancher. »

La ministre de la Transition écologique s'est rendue sur le site le 5 janvier dernier, a elle-même reconnu le risque pour la nappe phréatique d'Alsace et décidé d'allouer une somme de 50 millions d'euros pour limiter les risques de pollution, ce qu'il faut saluer mais qui est un effort trop timide pour le député qui estime que « c'est un geste nécessaire qui prouve que le gouvernement a une volonté de suivre et de s'impliquer sur les conséquences environnementales de sa décision. C'est toutefois trop peu pour éliminer tous les risques environnementaux et garantir la protection de la plus grande nappe phréatique d'Europe. Si l'on veut éliminer tous les risques de pollution, dans la nappe comme la pollution en surface, les études démontrent que l'on aurait besoin de 50 millions supplémentaires, pour un engagement total de l'Etat à hauteur de 100 millions d'euros. »

Les prochains mois restent décisifs pour le député du Haut-Rhin, « ce n'est pas parce que la décision définitive de confinement a été prise que le combat est terminé. Protéger les populations des risques engendrés par ces déchets va nous demander beaucoup de volontarisme politique et ce, pour encore plusieurs années ».